

LES ÉCHOS DE L'INSURRECTION POLONAISE DE 1863 DANS LE PESTI NAPLÓ

par
MIKLÓS NAGY

Zsigmond Kemény (1814–1875) fut un excellent romancier, et la moyenne noblesse libérale hongroise eut en lui l'un de ses meilleurs penseurs politiques, non seulement entre la lutte pour l'indépendance et le compromis austro-hongrois, mais encore jusqu'à la fin de la période du dualisme. La considération dont jouissait Kemény ne fut même pas entachée par le fait qu'il fit au début des années cinquante des concessions qu'il considérait comme inévitables l'absolutisme vainqueur des Habsbourg. Plus tard, cependant, devenu l'homme de confiance de Ferenc Deák (1803–1876), il proclama avec constance la nécessité d'une solution dualiste constitutionnelle, qui lui apparaissait comme le principal gage du rôle de grande puissance que pouvait jouer en Europe la Monarchie Danubienne, et dont il attendait qu'elle contrebalance toute tentative d'extension de la part de la Russie tzariste. Pendant près de quinze ans, de 1855 à 1869, Zsigmond Kemény fut le rédacteur en chef d'un journal qui devait influencer de façon multiple sur la pensée politique de l'intelligentsia hongroise et lui valoir une grande autorité également auprès de la bourgeoisie en formation: le "*Pesti Napló*" (Journal de Pest). Kemény n'était pas né pour être orateur ou chef de parti: son arme était la plume, et lorsque l'absolutisme lui interdisait l'accès à la politique intérieure, il écrivit régulièrement des articles passant en revue la politique étrangère. Ces articles critiquaient plus ou moins ouvertement la structure tout entière du régime de Bach et de Schmerling et reflétaient les multiples connaissances de leur auteur, sa grande connaissance des langues et sa conception de l'évolution.

Il aborda souvent dans ses écrits le problème de la Pologne partagée, en exprimant toujours sa sympathie pour son sort. Il serait impossible d'examiner l'ensemble de ses positions à cet égard, du fait que nous ne possédons pas encore d'édition fiable de ses imposants travaux journalistiques. C'est pourquoi nous avons préféré analyser en profondeur un point unique, à savoir les réactions de Kemény devant l'insurrection qui secoua la Pologne en 1863 et donna naissance à tant de grands espoirs. En l'occurrence, les textes les plus importants sont les articles signés de lui et publiés dans le *Pesti Napló*, mais nous tiendrons également compte

des informations parues dans le journal, ainsi que de ses editoriaux écrits par d'autres auteurs, car ils reflètent également les convictions de Zsigmond Kemény.

Les Hongrois auraient dans toutes autres circonstances fait preuve d'une sympathie profonde pour la cause de l'indépendance polonaise, mais les similitudes qui apparaissaient dans une certaine mesure entre la situation des deux peuples conféra une chaleur particulière à cette solidarité. La Hongrie était alors écrasée sous le poids de l'absolutisme de Schmerling, qui avait mis fin aux espoirs patriotiques des années précédentes (1859/61). La perspective d'une éventuelle chute du despotisme dans un pays voisin ne pouvait que redonner espoir aux Hongrois, d'autant plus que tout le monde — y compris ceux qui professaient les vœux les plus attardées et les plus cléricales — souhaitait un affaiblissement de la Russie tsariste.¹

Les cléricaux n'avaient guère d'autre souci que l'impitoyable répression de la liberté religieuse. Dans le même temps, les représentants les plus radicaux des exilés hongrois pensaient qu'il aurait été bon de conjuguer l'aide aux insurgés à l'anéantissement de l'empire des Habsbourg, et qu'une action concertée des Hongrois, des Polonais et des Italiens (Piémontais), doublée d'un appui vigoureux de la part de Napoléon III, aurait pu permettre à la Hongrie de conquérir son indépendance.

Le père spirituel et le principal promoteur de ce plan était Lajos Kossuth, qui ne put cependant pas même rallier de façon unitaire les exilés hongrois à son idée. Quant aux couches moyennes de la noblesse et de la bourgeoisie de Hongrie, elles pouvaient encore moins faire leur ce projet.

Celles-ci n'espéraient pas un retour à la Pologne d'avant 1772. Elles se seraient contentées de la libération de la partie du pays placée sous la domination russe, et éventuellement d'un degré élevé d'autonomie. Les membres de ces couches ne voyaient pas d'un bon oeil le virage à gauche de l'insurrection et la propagande républicaine de Mazzini, de Garibaldi, de Kossuth, de Herzen, etc. Leur conception, qui coïncidait parfaitement avec celle de la fraction polonaise des "Blancs", voulait que le Gouvernement National polonais s'appuie sur les adversaires naturels du tsar, les souverains de France, d'Angleterre, d'Autriche et de Suède. En Hongrie, les conditions étaient pratiquement mûres pour la signature d'un compromis. C'est la raison pour laquelle les propriétaires terriens voulaient maintenir François-Joseph sur le trône; seulement, c'est une Autriche-Hongrie organisée sur une base dualiste et dotée d'une constitution libérale, destinée à rattraper le niveau des Etats parlementaires occidentaux, qu'ils s'étaient fixé pour but. Parallèlement, le *Pesti Napló* prenait position en faveur d'une rupture avec la Prusse, car la Monarchie progressiste des Habsbourg ne pouvait rester main dans la main avec des gouvernements aussi réactionnaires.

Ces opinions étaient empreintes de grandes illusions sur les Etats opposés à la Russie, illusions qui ne se dissipèrent vraiment qu'au cours de l'été 1863. Dans ses editoriaux du mois d'août (numéros des 4, 6 et 25 août), Kemény explique le ministre des Affaires Etrangères du tsar

avait eu raison de répondre cavalièrement aux notes envoyées en avril par la Grande — Bretagne, la France et l'Autriche en faveur de la Pologne, car il s'était rendu compte combien l'attitude de ses ennemis était instable et combien ils craignaient de prendre des risques, quels qu'ils fussent.

Au sujet de l'insurrection, Kemény était partagé entre l'espoir et le désespoir. Dans les premiers temps (Cf. les numéros du 22 et du 28 janvier 1863), il écrivait: "Pour autant qu'on puisse en juger, il est peu vraisemblable que cette crise fortuite et bouleversante apporte quoi que ce soit de bon aux Polonais". Malgré cela, on trouve dans son journal de nombreux articles invitant les puissances européennes à intervenir, et il avait confiance dans le fait qu'en cas d'intervention, la cause des Polonais ne manquerait pas de triompher. C'est ainsi que dans le n° 51 (4 mars 1863), il publie de larges extraits d'un tract récent de l'homme politique français libéral et catholique Charles de Montalembert, dans lequel celui-ci adjurait son pays, et plus particulièrement le tout-puissant Napoléon III. de venir en aide généreusement et fermement à la Pologne. Le journal ne mentionne pas le titre du texte, et il est possible qu'il s'agisse d'une première esquisse d' "Une nation en deuil", l'ouvrage écrit par Montalembert en faveur des Polonais et qui aurait été traduit en hongrois l'année même, comme l'écrit dans son étude, István Csapláros (*Das Echo des polnischen Aufstandes...*).

A ce point de vue, l'étude de Dénes Petheő "*Pár pillantás a lengyel harcshíntérre*" (Coup d'oeil sur le théâtre des combats en Pologne), publiée dans le n° 237 (17 octobre 1863), est encore plus frappante. L'auteur y parle en détail de la tactique des luttes de partisans pratiquées avec succès par les insurgés, et il exprime l'espoir de voir les grandes puissances amies ne pas trop tarder à reconnaître la Pologne comme un pays en guerre. Petheő supposait (malheureusement à tort) que cela ouvrirait la voie à un appui multilatéral du gouvernement provisoire.

Dès le début des événements, Zsigmond Kemény et son co-éditorialiste, Miksa Falk, trouvèrent que l'Autriche, la France et la Grande — Bretagne manquaient de décision et de coordination dans leurs démarches diplomatiques en faveur de la Pologne. Le gouvernement britannique eut au moins le mérite de déclarer nettement qu'il fallait accorder à la Pologne une constitution et un degré d'autonomie égal à celui que lui avait assuré en 1815 le Congrès de Vienne.

Mais Vienne n'admit même pas cette modeste exigence dans sa note d'avril, comme l'explique Kemény dans son éditorial du 1-er avril (n° 74). Quelques semaines plus tard, dans le n° 116 (22 mai), il démonte le mécanisme de la tactique du premier ministre Schmerling et du ministre des A. E. Rechberg, expliquant que ceux-ci se trouvaient dans l'impossibilité de réclamer la liberté des Polonais opprimés, ce qui aurait eu pour effet de les mettre en contradiction dans leur pays avec leur propre politique centraliste, dont l'oeuvre principale était le parlement impérial commun, le *Reichsrath*. Or, ledit *Reichsrath* ne représentait aux yeux des Hongrois (et même pour certains Autrichiens) qu'une institution créée de force,

privée de racines historiques tout autant que d'antécédents nationaux ou de démocratisme.

Dans le numéro 84 (14 avril), Miksa Falk (1828 — 1908) met davantage encore en relief le lâche égoïsme de la politique étrangère autrichienne. A son avis, l'Autriche craignait de voir les Polonais faire la paix avec le tzar après l'octroi de concessions modérées et venir renforcer la Russie de leurs masses loyales. D'autre part, leur éventuelle indépendance était aussi dangereuse, du fait qu'un Etat polonais indépendant ne manquerait pas de revendiquer la Galicie. Ainsi, pour l'heure, l'Autriche ne souhaitait une victoire décisive ni des Polonais, ni des Russes. Elle aurait souhaité rendre le conflit permanent, entre les deux pays bien qu'une diplomatie aussi malveillante ait blessé les sentiments humanitaire et pro-polonais de ses propres citoyens, et ait été difficilement conciliable avec le catholicisme autrichien. Toujours selon Falk, l'échange de notes plein de timidité entre Rechberg et Saint — Pétersbourg n'avait d'autre but que de rendre neutres les masses austro — hongroises. Par la suite, les deux excellents publicistes qu'étaient Kemény et Falk démontrèrent dans les contextes les plus variés le fait que cette politique étrangère passive n'était pas seulement inhumaine, mais aussi nocive, et qu'elle n'allait pas uniquement à l'encontre des intérêts de l'empire des Habsbourg, mais qu'elle portait également atteinte à ceux de l'Angleterre. Dans le n° 178 du *Pesti Napló* (6 août), le rédacteur en chef écrit que, bien que Marie-Thérèse d'Autriche et ses successeurs aient pressenti aux XVIII^e et XIX^e siècles les conséquences fatales que finirait par entraîner le partage de la Pologne, à présent, c'était "peut-être l'Autriche qui renoncerait le plus difficilement à la partie du pays" qu'elle avait acceptée. Dans un autre article (25 août 1863, n° 192), Zsigmond Kemény expose que, selon lui, la Russie avait violé de façon évidente au cours des sept années écoulées le Traité de Paris, qui avait mis fin à la guerre de Crimée. Elle avait en Mer Noire sept fois plus de bateaux de guerre qu'avant, ce qui représentait un danger, non seulement pour l'empire autrichien, tout proche, mais aussi pour l'hégémonie maritime de la Grande — Bretagne.

Comme la plupart des libéraux européens de l'époque, Kemény et Falk considéraient avec antipathie et une vue quelque peu unilatérale des choses la Russie, qui ne représentait à leurs yeux pas autre chose qu'un bastion de la réaction internationale et le champion du panslavisme en Hongrie. Pour cette raison, Kemény constatait avec satisfaction dès la phase initiale de la lutte polonaise pour l'indépendance (le 28 janvier 1863) qu'il n'y avait plus lieu de croire que le panslavisme conquerrait les Polonais. En général, poursuivait-il, il ne faut pas penser que le désir de solidarité politique soit obligatoire dans des pays dont la langue est apparentée. C'était là une constatation de grande portée, car on commençait alors, dans les couches moyennes hongroises, à penser de plus en plus généralement, selon des vues chauvines et simplistes, que tous les Russes étaient partisans du panslavisme, et même qu'il n'y avait aucune question des nationalités, où seule la propagande panslaviste causait des troubles.

En 1863, l'Autriche et la Pologne rivalisaient d'efforts pour prendre la tête de la Confédération germanique (*Bund*), et les Autrichiens tentèrent de mettre en avant leur libéralisme centraliste tout neuf pour se rendre populaire auprès des petits Etats allemands. La lutte se déroula à Francfort, où François-Joseph réunit du 17 août au 1er septembre les principes qu'il voulait gagner à la cause d'une réforme du *Bund*. La Prusse ne participa pas à cette réunion sous la pression de Bismarck, qui visait par là aussi à rejeter l'Autriche au second plan. L'homme d'Etat prussien devait se montrer un excellent stratège en matière de politique étrangère, et il savait pouvoir compter sur l'appui de la Russie contre l'empereur d'Autriche. C'est surtout par ses sentiments anti-polonais qu'il s'assura la confiance d'Alexandre II. Il ne recula même pas devant la perspective d'une alliance secrète russo-prussienne afin d'intervenir plus sûrement contre les Polonais (Cf. le numéro du 8 février 1863 du *Pesti Napló*). Cette convention ne fit que rendre plus antipathique encore aux yeux de Zsigmond Kemény la politique conservatrice de Bismarck, dont il avait su voir dès début qu'elle était opposée à la démocratie parlementaire.

Précisément pour cette raison, Kemény et Falk dénoncèrent dans bon nombre d'articles la politique étrangère de la Prusse, conseillant à l'Autriche de persister sans défaillance dans ses projets de réforme confédérative. Ils étaient d'avis que cette réforme jouissait d'une grande popularité, et que François-Joseph pourrait recouvrer sous son égide un rôle de premier plan en Allemagne, ce que méritait bien la Monarchie, qui était selon eux préparée, malgré ses déficiences constitutionnelles, à mettre en place des institutions bourgeoises que l'Etat prussien, dirigé par les *junkers* et les généraux.²

Ainsi, tout en visant à juste titre à contrebalancer l'importance croissante de la Prusse, le *Pesti Napló* surestimait les dispositions de l'Autriche aux réformes. En 1864, il apparut clairement que l'empereur voulait conquérir l'opinion publique allemande avec tout autre chose que des réformes, en se montrant prêt à partir en guerre contre le Danemark avec la Prusse pour conquérir le Schleswig-Holstein.

Nombreux furent ceux qui tentèrent d'expliquer l'abandon de la Pologne à son sort par la nécessité de la sacrifier à la cause de la paix en Europe. Dans son éditorial du 3 novembre (n° 251), Zsigmond Kemény réprovoque catégoriquement ce genre d'auto-apaisement confortable. Il prend pour point de départ le fait que, par suite de la supériorité des forces russes et de l'abandon où elle s'est trouvée, la Pologne est dans une situation militaire sans issue. Le combat sera bref, et l'Europe ne peut pas compter sur une paix durable. Les événements récents n'ont pas renforcé la sécurité internationale, mais la position des gouvernements absolutistes, alors que ceux-ci avaient été gravement ébranlés une dizaine d'années plus tôt à peine par la guerre de Crimée. Nous citerons ici la conclusion la plus importante de Kemény: "(...) seule la Russie a su s'assurer des alliés, et c'est seulement à Bismarck et aux idées de Königsberg que des perspectives s'ouvrent (...), et une partie des gouvernements allemands commenceront bientôt à se souvenir de leur ancienne amitié avec la Russie."

L'auteur de cet éditorial ne soupçonnait pas alors que, moins de trois mois plus tard, l'Autriche contribuerait elle aussi à écraser définitivement la lutte polonaise pour l'indépendance. Ces événements se produisirent en effet en février 1864, lorsque Vienne décréta l'état de siège en Galicie et coupa les insurgés de toutes sorces de vivres ou de renforts. Ces mesures devaient porter un coup grave au mouvement d'indépendance qui, outre le soutien de la population, avait reçu au cours de la seconde moitié de 1863 une aide énergique de la part de courageux volontaires hongrois qui avaient réussi à s'infiltrer dans le pays³.

Il est facile, maintenant, de discerner dans l'opinion de Kemény et des autres publicistes du journal les erreurs et les vues unilatérales. Celles-ci procédaient en partie de leur situation de classe et de l'atmosphère idéologique et politique générale qui les entourait, et en partie du manque d'information. En raison de leurs idées de libéraux nobles, ils se préoccupèrent relativement peu des rapports de la paysannerie à la cause de la lutte pour l'indépendance. C'est presque exclusivement d'une aide venue de l'extérieur, et non pas d'un élargissement des bases sociales de la lutte, qu'ils attendaient un renforcement de l'insurrection. Ils disposaient également de peu d'informations sur cette question, car la presse hongroise de l'époque savait généralement fort peu des querelles qui opposaient les "blancs" aux "rouges". Les signataires des articles ne semblaient pas davantage souhaiter l'intervention des révolutionnaires étrangers ou le transfert du théâtre des combats en Galicie. Cette dernière possibilité est nettement condamnée par Dénes Petheő dans l'article cité, bien que celui-ci ait été écrit assez tard (le 17 octobre!) pour que son auteur ne nourrisse plus alors, d'illusions sur la volonté d'aide des Habsbourg.

Le principal mérite de Zsigmond Kemény et de ses collaborateurs réside dans le fait qu'ils attirèrent l'attention sur l'attitude lâche et inconséquente des grandes puissances qui étalaient leurs sentiments pro-polonais. Les peuples d'Europe orientale durent passer par bon nombre de cruelles désillusions de ce genre avant de voir avec réalisme les perspectives que leur offrait l'avenir et d'éviter de se lancer à aveuglette, en ayant confiance dans l'appui des pays occidentaux, dans des entreprises dépassant leurs forces. Les auteurs du *Pesti Napló*, pour leur part, non seulement émirent des critiques et des suggestions aidant leurs lecteurs à voir clair, mais aussi exprimèrent leur foi dans les idées libérales et dans le droit des nations à l'autodétermination.

NOTES

¹ Au sujet des rapports de la Hongrie à la lutte polonaise pour l'indépendance, voir les études et ouvrages suivants: *Endre Kovács*: Az 1863. évi lengyel felkelés és a magyar emigráció, *Történelmi Szemle*, 1960, pp. 241–279. (ou, dans une nouvelle version, *A Kossuth-emigráció és az európai szabadságmozgalmak*, Budapest, 1967, pp. 210 à 269 (même auteur); *István Csapláros*: Das Echo des polnischen Aufstandes im Januar 1863 in der ungarischen Literatur, *Studia Slavica*, 1964, pp. 343–371. J'ai également utilisé un ouvrage de synthèse polonais: Histoire de Pologne, sous la dir. de *S. Kieniewicz*, Varsovie, 1971, pp. 554–567.

² Articles de Zsigmond Kemény dans le *Pesti Napló* des 3 (n° 251) et 10 novembre (n° 258)

³ et de Miksa Falk dans le numéro du 12 novembre (n° 259). La série d'articles de Kemény „A porosz taktika a reformacta ellen”, (sur la tactique de la Prusse contre le projet de réforme) a été publié en quatre parties entre le 29 septembre et le 7 octobre. La question est traitée par *Ferenc Papp* dans son livre „Zsigmond Kemény”, Budapest, 1923, T. II, pp. 496–502.

Dans l'ouvrage cité, Endre Kovács parle de la participation de plus de mille soldats hongrois aux combats (p. 265).